

Le Courrier

Le journal de l'association Énergies Solidaires

n°35 - Janvier 2012



Point de vue ...

Sommet de Durban : Agir local pour compenser la déficience du « penser global »

Mustapha Kleiche, administrateur d'Énergies Solidaires nous fait part de son analyse.

Alors que vient de se clôturer un cycle de trois sommets (Copenhague, Cancun et Durban) au cours desquels les protagonistes ont échoué à atteindre les objectifs qu'ils se sont eux-mêmes fixés, on peut raisonnablement se demander si le Protocole de Kyoto, dans son principe, ne restera pas dans l'histoire comme un exploit qu'il ne sera plus jamais possible de renouveler, tant les positions de l'Europe, des États-Unis, des pays émergents ou des pays en développement sont éloignées. Dans ces conditions, ne vaut-il pas mieux internaliser le changement climatique dans une proportion moins "cosmétique" et « adapter » nos stratégies de développement aux bouleversements qu'il pourrait engendrer ?

Echec victorieux

À en croire les déclarations des principaux protagonistes, le sommet de Durban s'est achevé sur un succès considérable : l'Union européenne a sauvé le processus en obtenant l'extension des obligations des signataires du Protocole de Kyoto pour une nouvelle période de quatre ans. Les États-Unis et la Chine ont promis d'œuvrer à un « instrument juridique ou à un résultat ayant force de loi », à adopter en 2015, par le biais d'une « plateforme d'action de Durban ». Le Canada a trouvé l'idée tellement formidable qu'il s'est empressé de quitter le sinistre Protocole de Kyoto pour rejoindre la semillante et toute-neuve plateforme. Enfin, les pays en développement ont applaudi à la mise en opération administrative du Fonds Vert, censé guérir tous les maux climatiques du Sud. Autrement dit, les pays du Nord n'entendent pas changer leur modèle de développement basé sur des ressources abondantes, accessibles et peu chères et les pays du Sud ne voient pas pourquoi

l'"American Way of Life" ne serait réservé qu'aux seuls Étatsuniens.

Une grande absente : la Terre

La Terre, qui n'était pas, comme d'habitude, conviée au Sommet, ne semble pas partager l'enthousiasme des délégations officielles. Malgré les déclarations d'amour répétées sur la nécessité de lui assurer un futur durable et les alertes sur « la maison qui brûle pendant qu'on regarde ailleurs », les graphes, avec - si j'ose - la froideur des faits scientifiques, continuent impitoyablement de tracer les contours d'un monde en train de se transformer violemment. Si l'on en



croit les déclarations des dix dernières années sur la relation entre concentration de gaz à effet de serre et température, le point de rupture pour maintenir la température à 2°C à l'horizon 2050 a été bel et bien franchi. Alors qu'il faudrait, pour avoir une chance d'atteindre cet objectif, contenir au plus tard en 2020 nos émissions à 44 milliards de tonnes d'équivalent CO₂, la tendance actuelle est de 48. L'absence d'objectifs chiffrés contraignants à Durban rend d'ores et déjà illusoire l'atteinte de cet objectif. La question qui commence à pointer après la rupture de cette première digue est de savoir si nous serons capables de contenir l'augmentation de la température sur la ligne Maginot des 4 à 6°C. Rien n'est moins sûr, hélas, au regard du bilan des négociations depuis le dernier succès important, l'adoption du Protocole de Kyoto il y a maintenant 15 ans. Seule une crise économique suivie d'une profonde et durable dépression serait susceptible de changer la trajectoire résolument en croissance des émissions de gaz à effet de serre. Mais il n'est pas de notre propos d'espérer une telle crise qui ferait basculer dans la misère, la souffrance et la faim des centaines de millions d'êtres humains.

Suite de l'article en page 3

Édito

La conférence de Durban a mis à jour la difficulté des États à s'accorder sur une politique commune de lutte contre le réchauffement climatique. Cette attitude n'est pas des plus motivante et grand est le risque de voir ceux qui, chaque jour, œuvrent pour assurer l'avenir de notre planète se laisser aller au découragement.

Mais au-delà de cet échec, cette conférence aura montré - et c'est sans doute la leçon qu'il faut retenir - que les solutions ne se situaient plus uniquement à l'échelon international, mais passaient aussi par l'action locale et une mobilisation citoyenne. C'est ainsi que le rôle des communes dans la lutte contre le réchauffement climatique a été une nouvelle fois salué et encouragé.

C'est dans cet esprit d'engagement et d'innovation au niveau locale qu'Énergies Solidaires a préparé 2012. Cette année, nos projets seront divers et nombreux, avec pour principal objectif de lutter contre l'exclusion énergétique et le réchauffement climatique tant en France qu'à l'étranger. Ces réalisations seront portées par le Conseil d'Administration, les salariés et les bénévoles, grâce à la fidélité de nos partenaires, les collectivités, que nous tenons ici à remercier.



Cyril Renault
Président de
l'association

Sommaire

Point de vue Sommet de Durban : Agir local pour compenser la déficience du penser global

L'actu de l'asso Plan d'action 2012 : investissement, innovation et efficacité

Médiaterre, des volontaires contre la précarité - Déménagement de l'Agence Éco-Construction

Agenda

Plan d'action 2012 Investissement, innovation et efficacité

L'arrivée de Sébastien Duquesne au poste de Délégué Général d'Énergies Solidaires et la recomposition du Conseil d'Administration et du Bureau l'année passée avaient amorcé un changement en profondeur du fonctionnement et de la stratégie de l'association, rapportés par de précédents numéros du Courrier. Déjà, plusieurs signes de renouveau avaient été envoyés : refonte des supports de communication, effort de remobilisation des bénévoles, réorganisation de soirées des sympathisants.

Accompagnée par un intervenant extérieur, l'association engageait un travail de remise en question de ses activités, de ses méthodes et de sa gouvernance. Objectif de l'analyse, améliorer l'efficacité et l'impact de ses actions. Budget, organisation, ressources humaines, communication, bénévolat, animations, c'est tout le fonctionnement de l'association qui était réinterrogé. Bilan de cette introspection, une nouvelle stratégie, incarnée par un budget 2012 audacieux basé sur l'investissement et l'innovation.

Parmi les nouveautés significatives, on distingue :
-> **Une politique d'investissement plus**

Les collectivités s'engagent dans la lutte contre le changement climatique

Dans le plan d'action 2012 d'Énergies Solidaires, on retiendra le positionnement souhaité de l'association sur le Plan Climat Energie Territorial (PCET). Ce projet de développement durable dont la finalité première est la lutte contre le changement climatique, constitue, à l'échelle territoriale, un cadre d'engagement qui vise à la fois l'atténuation de l'impact des activités humaines sur le territoire sur lequel il s'applique et l'adaptation de ce territoire aux changements attendus, puisque l'on sait maintenant que les effets du réchauffement climatique ne pourront plus être intégralement évités. En tant qu'acteur quotidiennement impliqué sur le Nord Yvelines, Énergies Solidaires souhaite s'inscrire dans le dispositif auprès des collectivités et des habitants.

Dans ce sens, une rencontre d'information sera prochainement organisée à l'attention des bénévoles intéressés par le sujet et souhaitant s'investir avec l'association auprès des communes. Contactez-nous dès maintenant !

ambitieuse, accompagnée de la mise en place d'une nouvelle stratégie de financement visant à diversifier les sources de revenus ;

-> **De nouveaux recrutements** pour renforcer l'expertise de l'association et pour répondre à la demande des publics cibles et des partenaires ;

-> **Des animations plus performantes**. Le constat d'un manque de fréquentation des permanences des Conseillers Info-Energie a conduit l'association à imaginer de nouvelles formes de conseils, moins sédentaires, à la rencontre des habitants sur le terrain : balades thermiques, animations innovantes, Énergies Solidaires jouera la carte de la nouveauté ;

-> **Un plan de communication nouveau** qui passera, entre autres, par la redéfinition du site

internet de l'association et qui permettra de mobiliser davantage, d'élargir le champ d'intervention, de toucher toujours plus d'habitants ;

-> **La mise en chantier d'un nouveau projet au Burkina Faso** visant à démultiplier les capacités financières d'intervention et à renforcer les filières économiques dans le domaine de l'électrification rurale.

Ces nouveautés s'ajoutent bien entendu aux actions déjà amorcées et dont le Courrier se fait régulièrement l'écho : Conseil en Energie Partagé, positionnement sur les PCET, etc. Le projet 2012 est un véritable pari pour Énergies Solidaires, mais qu'on se rassure, au risque maîtrisé.

Initiative locale

Projet les « Mediaterrre » Des volontaires contre la précarité énergétique

Le 20 janvier 2012, Énergies Solidaires est intervenue lors d'une journée de formation « énergie » organisée par l'association Unis-Cité dans le cadre du projet « Les Mediaterrre ». Une première collaboration de l'association à ce projet dont l'objectif est d'accompagner dans la durée des familles locataires de logements sociaux pour les aider à réduire leur facture d'énergie, notamment par la pratique d'éco-gestes. Basé sur l'implication de 600 « Mediaterrre », jeunes volontaires motivés par l'entraide et l'action solidaire effectuant un service civique, le programme lancé en 2010 a déjà permis d'accompagner près de 1 500 familles et de travailler avec 44 bailleurs sociaux.

Éco-gestes, précarité énergétique, principes d'éco-construction, rénovation thermique des logements, Sébastien(s) Duquesne et Demonceaux ont enseigné, le temps d'une après-midi, les grands

Focus partenaire : Unis-Cités : le service civique en action

Fondée en 1994, l'association Unis-Cité vise à promouvoir l'implication de la jeunesse, toutes origines sociales confondues, dans la vie de la collectivité sur des missions d'intérêt général. Son moyen d'action : le service civique qui donne l'opportunité à chaque jeune de bénéficier d'une formation et de s'investir dans une action citoyenne pendant une durée de 9 mois. Solidarité auprès de personnes âgées, environnement et développement durable, pratique du sport, lutte contre les discriminations et contre l'exclusion, l'intervention d'Unis-Cité s'articule autour de 5 thématiques qui se déclinent en une diversité de missions, chantiers, animations, opérations de sensibilisation, événements, permettant d'offrir aux volontaires une réelle expérience. Le service civique, devenu une réalité légale le 10 mars 2010 a mobilisé la même année 10 000 jeunes, l'objectif étant d'atteindre 75 000 volontaires en 2014. www.uniscite.fr

principes de la maîtrise de l'énergie aux jeunes volontaires d'Unis-Cité. Pour Céline Martineau, Chargée de formation à Unis-Cités Ile-de-France, au-delà de l'apprentissage des outils nécessaires à la mission de sensibilisation des « Mediaterrre », il s'agissait de leur transmettre une sorte de culture générale de cette thématique, même si, elle l'admet, la pratique des éco-gestes en constitue sans doute l'action la plus adaptée aux ménages accompagnés, pour qui il s'agit bien souvent du seul levier pour réduire leur facture énergétique.

C'est en passant par le réseau des Espaces Info-Energie qu'Unis-Cité, qui menait déjà son projet

« Les Mediaterrre » sur le territoire de Mantes, a découvert Énergies Solidaires. La réussite de cette première collaboration ouvre de nouvelles perspectives de partenariat entre les deux associations, Énergies Solidaires étant susceptible d'apporter une expertise sur les questions de maîtrise de l'énergie et de précarité, Unis-cité possédant une capacité de sensibilisation des publics cibles par la mobilisation de ses jeunes volontaires. « Ce partenariat est tout à fait pertinent, il me semble nécessaire de le poursuivre et de l'amplifier » déclare Céline Martineau. Énergies Solidaires, a déjà manifesté son souhait de s'associer de façon plus formelle au projet. A suivre...



La formation du 20 janvier, dans les locaux d'ES



Sommet de Durban : Agir local pour compenser la déficience du « penser global »

Suite de la première page

Isolément européen

L'Europe reste en définitive le seul acteur engagé dans la lutte contre le changement climatique, ce qui n'était pas acquis en raison des dissensions internes. Saluons son courage. Cependant, cette position, économiquement coûteuse à court et moyen termes mais profitable dans la durée, sera-t-elle efficace sur le plan environnemental ? L'efficacité d'un traité tient à sa faculté de régir la quasi-totalité des émissions. Or l'Europe, déjà minoritaire à l'époque de la négociation du Protocole de Kyoto, représente une part des émissions de plus en plus faible (environ 10% en 2010). L'impact sur le changement climatique du recours aux sources renouvelables d'énergies, au stockage de carbone et à l'efficacité énergétique – même si ces actions se justifient en elle-mêmes – sera limité sur le plan

strictement environnemental. L'Europe devra en conséquence repenser sa stratégie climat qui repose sur le pari d'une limitation des émissions de gaz à effet de serre (atténuation), pour que les actions d'adaptation restent à la marge. Durban, qui conclut un cycle de trois négociations dont les résultats sont notoirement insuffisants au regard du diagnostic alarmant posé par les scientifiques et partagé par la Communauté internationale des décideurs, devrait inciter l'Union européenne à prendre acte d'un changement climatique de plus en plus probable et perceptible et repenser l'équilibre qui prévaut jusqu'à maintenant, entre atténuation et adaptation.

S'adapter plutôt que lutter

Si l'atténuation est un volet fondamental, ne serait-ce que pour s'affranchir de la dépendance des énergies fossiles, le volet adaptation ne doit plus constituer le parent pauvre de la lutte contre le changement climatique. Or pour les décideurs, admettre que l'adaptation doit devenir la priorité revient à reconnaître l'échec des négociations internationales. Il nous appartient donc de faire preuve de pédagogie,

notamment auprès des décideurs locaux, pour prendre en compte et anticiper des mutations du territoire qui peuvent être profondes. Mais, il est à l'évidence politiquement plus facile de « vendre » de beaux panneaux solaires que de faire accepter d'austères réformes des périmètres de captage des eaux, que la modification de la pluviométrie rend nécessaires. De même, de gracieuses pales d'éoliennes inspireront davantage que la révision de l'approvisionnement des cantines en prévision d'un renchérissement programmé du prix du pétrole. Cependant, ces investissements sont au cœur des principes de développement durable et constitueront autant d'options sans regret pour une politique territoriale résiliente.

Mustapha Kleiche
AFD, établissement public d'aide au développement



Le saviez-vous ?

Environ 50% de la consommation d'électricité d'une commune dépend de l'éclairage public soit à peu près 20% du budget total d'énergie. Pour plus d'informations et un accompagnement pour réduire vos dépenses énergétiques, contactez notre spécialiste Conseiller en Énergie Partagé.

Déménagement de l'Agence Éco-Construction dans la Fabrique 21 Le compte-à-rebour est lancé !



D'ici la rentrée scolaire 2012, *Énergies Solidaires* emménagera dans la toute nouvelle Agence Éco-Construction de la CA2RS actuellement en cours de réalisation à Carrières-sous-Poissy. Ce bâtiment labellisé BBC (Bâtiment Basse Consommation), à ossature bois et isolation renforcée en laine de bois, qui abritera une nouvelle matériauthèque destinée à présenter l'éco-construction sous toutes ses formes au grand public (particuliers, professionnels et collectivités), sera intégré au cœur de la Fabrique 21. C'est le premier programme immobilier d'entreprises de la région parisienne qui a été conçu par et pour les éco-constructeurs dans une démarche environnementale ambitieuse, tant du point de vue des matériaux et procédés utilisés que du souci de la performance énergétique de ses bâtiments.

Maquette de la future Fabrique 21 ▼



Comment ça marche ?

Aides financières habitat, ce qui change en 2012

La loi de finances pour 2012 a été publiée au Journal Officiel du 29 décembre et, comme chaque année, les aides à l'amélioration de la performance énergétique des logements ont été révisées. Petit tour d'horizon des modifications...

Crédit d'impôt développement durable :

Les taux et les conditions d'éligibilité de certains matériaux et équipements ont été modifiés et une majoration des taux est désormais possible en cas de travaux réalisés de façon simultanée. Les décrets d'application de ces nouvelles conditions d'obtention sont en cours de préparation mais globalement les taux seront plutôt revus à la baisse avec un coup de rabot estimé à 15%.

Réforme du prêt à taux zéro + :

Le prêt à taux zéro est octroyé sous conditions de ressources aux primo-accédants. Vous pourrez bénéficier d'un PTZ + encore plus avantageux si vous optez pour un logement consommant très peu d'énergie certifié BBC (Bâtiment Basse Consommation).

Modifications de l'éco-prêt à taux zéro en rénovation :

On note le retour du cumul de l'éco-PTZ et du crédit d'impôt sous conditions de revenus avec un plafond fixé à 30 000€. La durée du prêt passe de 10 à 15 ans pour les bouquets de 3 travaux et des travaux visant à une performance globale. Un éco-prêt à taux zéro va par ailleurs être lancé pour l'habitat collectif le 1^{er} avril 2012 et on attend une modification des caractéristiques et exigences minimales pour les matériaux et équipements qui sont en train d'être revus.

La TVA à taux réduit en rénovation : elle passe de 5,5 % à 7 %.

Pour plus d'informations sur ces aides, contactez-nous !

FÉVRIER

04 **Permanence conseil dans la mairie de Verneuil-sur-Seine - 10h-12h** - Venez profiter gratuitement des conseils de vos conseillers info-énergie lors des permanences organisées par l'Agence Éco-Construction mise en place par la CA2RS.

07 au 10 **Salon Interclima + Élec** - Paris - Porte de Versailles - Réservé aux professionnels - Permet de découvrir les solutions les plus innovantes alliant efficacité énergétique, utilisation des énergies renouvelables et confort dans l'habitat et le bâtiment.

07 au 14 **Festival International du film environnement** - Paris - Cette année, le Cinéma des cinéastes, dans le 17^{ème} arrondissement, accueillera la majorité des projections. Six autres cinémas franciliens participent au festival. **+ d'infos sur le site de la région.**

07 au 09 **Salon Écobat** - Paris - Porte de Versailles - Réservé aux professionnels - L'ensemble des partenaires stratégiques de la performance énergétique seront réunis à l'occasion de cette 9^{ème} édition. Tables rondes et conférences apporteront des éclairages sur l'évolution du marché de la performance énergétique. **+ d'infos sur www.salon-ecobat.com**

28 au 29 **Salon Prourable** - Paris - Palais des congrès Porte Maillot - Réservé aux professionnels - Salon des professionnels du développement durable et de la responsabilité sociétale des entreprises. **+ d'infos sur www.prourable.com**

31 **Permanence conseil dans la mairie de Triel-sur-Seine - 10h-13h** - Venez profiter gratuitement des conseils de vos conseillers info-énergie lors des permanences organisées par l'Agence Éco-Construction mise en place par la CA2RS.

31 **Forum 21 de la ville de Vernouillet - 10h à 17h** - Journée Développement Durable organisée par la ville de Vernouillet pour présenter les actions menées dans le cadre de son agenda 21 et permettre des échanges avec les structures locales quotidiennement engagées. *Énergies Solidaires* sera présente, venez-nous rencontrer. **+ d'infos sur le site de la ville de Vernouillet**

01 au 07



Thème 2012 : l'information aux citoyens...alors venez vous informer!

10^{ème} semaine du Développement Durable - National - *Énergies Solidaires* vous proposera des animations durant toute la semaine. Journées portes ouvertes, visites, cafés-débats, etc. Consultez très prochainement le programme sur notre site !

03 au 05

Salon Bluebat - Paris - Porte de Versailles - C'est le salon de la performance du bâtiment et de la construction durable qui vous permet de vous informer et de comprendre toute la mécanique des économies d'énergie dans le bâtiment.

MAI

12

Pendant les journées européennes du solaire - Visite et café-débat - Gratuit - Sur inscription - Plus de détails seront mis en ligne sur notre site durant le mois d'avril.

C'est officiel !



Schéma départemental de coopération intercommunale La CA2RS passe à 12 communes

Depuis le 1^{er} janvier 2012, la CA2RS (Communauté d'Agglomération des 2 Rives de Seine) compte 12 communes : Les Alluets-le-Roi, Médan, Morainvilliers, Orgeval, Vernouillet et Vilennes-sur-Seine rejoignent Andrésy, Carrières-sur-Seine, Chanteloup-les-Vignes, Chapet, Triel-sur-Seine et Verneuil-sur-Seine. Cette nouvelle intercommunalité est issue du Schéma

départemental de coopération intercommunale (SDCI) institué par la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 dite « réforme des collectivités territoriales ». Les préfets, en charge de leur mise en œuvre, avaient jusqu'au 31 décembre 2011 pour arrêter ce schéma révisable tous les 6 ans.

De par son partenariat avec la CA2RS, cette évolution impactera directement l'association qui verra son champ d'actions s'élargir sensiblement avec à la clé de nouvelles perspectives d'animations.

Le Courrier : Le journal de l'association Énergies Solidaires

35

Rédacteur en chef :
Jérôme Louvet
Coordinateur :
Vincent Levistre

Ont participé à ce numéro :
Cyril, Jean-François,
Mustapha, Sébastien.



Association Énergies Solidaires
ZI - Parc des Vignes
27, rue Panhard Levassor
78570 Chanteloup-les-Vignes
01 39 70 23 06
contact@energies-solidaires.org